

Février 2004

Zum Leserbrief von Norbert Campagna.

Die Zeit der Aufklärung scheint endgültig vorbei zu sein.

Die unheilige Inquisition schlägt zurück !

Die Institution « Schule » ist anscheinend unfehlbar, Kritiker werden im Handumdrehen zu Ketzern. Auch sollte Vorsicht geboten sein wenn man die Errungenschaften eines Rechtsstaates einseitig in Frage stellt.

Eben diese Art der Polarisierung sprengt demokratisch-partizipative Gemeinwesen und Krankheiten können sich zu regelrechten Epidemien ausweiten !

Sicher, Absolutismus ist durchaus nicht nur das Handwerkszeug von Königen, auch Institutionen machen Gebrauch davon.

In diesem Fall scheint das Resultat aus « Hunderten von Schülern » zu bestehen, deren gemeinwesenfördernde Kritikfähigkeit in eine eigenwillige Hörigkeitserklärung umgeschlagen ist.

Die Institution « Schule » hat ganze Arbeit geleistet !

Mai 2004

Prise de position d'Objectif Plein Emploi suite à l'article paru dans le quotidien « Lëtzebuenger Journal » du 25 mai 2004.

Au courant de l'année 2002, Ernst & Young Luxembourg, a été mandaté par le Ministère du Travail ainsi que le Ministère des Finances pour réaliser un diagnostic financier, organisationnel et qualitatif de l'activité du groupe d'associations Objectif Plein Emploi (OPE).

Le 29 décembre 2003, un projet d'audit a été remis pour avis à Objectif Plein Emploi. Le 15 janvier 2004, OPE a transmis sa prise de position au Ministère du Travail et de l'Emploi, avis dans lequel le résultat de cet audit a largement été contesté.

Le 5 Mars 2004, une réunion de concertation a eu lieu au MTE, en présence de représentants du MTE, de l'Inspection Générale des Finances, de l'ADEM, d'Ernst & Young et d'OPE.

En conclusion de cette réunion, il a été retenu qu'une révision générale de ce rapport s'imposait. Celle-ci a eu lieu dans les semaines suivantes. Un projet de version revu et corrigé a été soumis par Ernst & Young pour avis à OPE le 2 avril 2004, avant d'être remis au MTE.

Concernant les affirmations publiées dans l'article du « Lëtzebuenger Journal » :

- L'administrateur délégué employé de l'OGBL est affecté à raison de douze heures par semaine à OPE asbl. L'OGBL n'étant pas une personne morale membre du conseil d'administration d'OPE, il est évident que les prestations de cet administrateur sont facturées à OPE asbl.
- Comme beaucoup d'entreprises luxembourgeoises, OPE a recours aux contrats de prêt de main d'œuvre prestés par la cellule de reclassement (CDR) d'ARCELOR, avec l'accord du Ministère du Travail.
- L'Action Sociale pour Jeunes (ASJ) a contracté un prêt bancaire pour l'achat d'une maison à Bonnevoie. La somme qu'OPE paye sous forme de location mensuelle correspond au remboursement de l'emprunt contracté par l'ASJ.
- Depuis 1988, le réseau OPE (respectivement l'ASJ) fait volontairement et sans obligations légales, contrôler et certifier conformes ses comptes et bilans par une fiduciaire luxembourgeoise agréée.
- Du fait des financements mixtes que le réseau OPE perçoit, la contribution du Fonds pour l'Emploi pour les activités du réseau OPE n'est pas de 75 % mais de 51, 37% pour 2001 par exemple.

- De 1997 à 1999, années de lancement, les frais de structures ont été relativement importants. Dès 2000, les frais de structures sont tombés sous la barre des 31 %.
- Avec accord du Ministère du Travail, le coût des CDR a été compris dans les charges salariales des Centre d'Initiative et de Gestion (CIG). La masse salariale globale respecte le taux prévu.
- Dans certains cas isolés, OPE a été pré-financeur de matériel non subventionnable utilisé dans des projets. « La dette » des communes résultant de ce pré-financement est enregistrée dans les comptes annuels et remboursée par les communes respectives dans les exercices suivants.
Dans les années de lancement (1997-1999), quatre erreurs de ventilation de frais ont effectivement été constatées pour une somme de 1,7 millions de Luf sur un budget global de près de 250 millions de LUF.
- Pour ce qui est des recettes du réseau OPE, elles ont quatre sources différentes :
Le MTE, les communes, les autres ministères ou administrations et les clients privés.
Les trois premières sources sont réglementées, soit par la loi, soit par des conventions.
Les recettes des clients privés sont justifiables par factures enregistrées.
L'ensemble de ces recettes est parfaitement retraçable et identifiable.
- Sur décision du MTE, le solde annuel n'est pas reversé au MTE mais pris en considération dans les budgets suivants.
- La comptabilité analytique du réseau OPE est adaptée à la complexité du réseau et parfaitement identifiable et retraçable.
- Après vérification de tous les dossiers auprès de l'ADEM, il s'est révélé que, sauf pour quelques exceptions isolées, les personnes ont été assignées en bonne et due forme par l'ADEM.
- Depuis 1997, en parfait accord avec le MTE, le réseau OPE travaille pour une très grande partie avec des contrats à durée déterminée. Par ailleurs, la loi du 30 juin 1976, portant création d'un Fonds pour l'Emploi, permet l'affectation temporaire de demandeurs d'emploi à une expérience de travail utile auprès d'associations. Le CDD est considéré comme une affectation temporaire.
- La législation réserve à l'ADEM le monopole de placement au Grand Duché de Luxembourg. La situation d'une personne qui arrive en fin de contrat dans le réseau OPE est signalée par avance à l'ADEM. Le réseau OPE soutient activement l'effort de l'ADEM dans sa mission de placement en faisant jouer toutes ses relations avec les entreprises locales publiques ou privées.
- Les statistiques concernant les placements ne peuvent se faire par rapport à l'ensemble des contrats sur l'année mais par rapport aux départs (salariés qui quittent le réseau). Calculé ainsi, le taux de placement avoisine les 50 %.
- Les financements mixtes dont bénéficient OPE permettent d'engager des frais comme la formation de tous les salariés. La formation continue est unanimement considérée comme indispensable.

- La qualité des formations développées a permis une reconnaissance nationale de nos actions :
Agrément par le Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports comme Organisme de Formation Professionnelle Continue
Droit de former des apprentis accordé par la Chambre de l'Agriculture et la Chambre de Commerce dans certains domaines (horticulture, paysagisme, informatique, employé administratif ou commercial ou dessinateur en bâtiment).

Pressemitteilung betreffend die Unterredung zwischen dem Umweltministerium und Objectif

Plein Emploi vom 19 Mai 2004.

Wird OBJECTIF PLEIN EMPLOI zur Umsetzung des « Nationalen Planes zur Nachhaltigen Entwicklung » nicht mehr gebraucht ?

Die « nachhaltige » Arbeit von OPE.

Der Ansatz von OPE das Recht auf Arbeit in den Vordergrund seiner Mission zu stellen erweist sich seit nunmehr zehn Jahren Aktivitäten als der Richtige.

Im Zuge dieser Arbeit hat OPE sich an den Diskussionen zur Beschreibung neuer Wege zur Bekämpfung der Arbeitslosigkeit und der damit verbundenen Ausgrenzung und Verarmung verschiedener Bevölkerungsschichten beteiligt und orientiert.

Diese Diskussionen die vornehmlich in europäischen Netzwerken und Projekten geführt werden, sehen vor dass das Problem Arbeitslosigkeit nicht isoliert als solches behandelt werden soll, sondern dass es in den Kontext der Nachhaltigen Entwicklung gehört.

Dies hat zur Folge dass nicht nur wirtschaftlich-konjunkturelle Ursachen zählen wenn man der Arbeitslosigkeit beikommen möchte, sondern dass man das Problem in seiner Ganzheitlichkeit erfassen muss.

Die Instrumente derer sich OPE zur Umsetzung dieser Ambitionen bedient, sind und waren, erstens, die Strategien der lokalen Entwicklung und zweitens, die Konzepte der Solidarwirtschaft.

Die « lobenswerte » Absicht des Umweltministers zur Schaffung eines Nationalen Planes zur Nachhaltigen Entwicklung in Luxemburg.

Solidarwirtschaft und lokale Entwicklung sind heute essentielle Ansatzpunkte zur Definition der nachhaltigen Entwicklung im Allgemeinen geworden und es sind ebenfalls Schwerpunkte des Projektes für einen gesetzlichen Rahmen für die Nachhaltige Entwicklung wie er vom Umweltministerium, auf der Basis des « Nationalen Planes zur Nachhaltigen Entwicklung in Luxemburg », vorgeschlagen wird.

Drei Schwerpunktthemen werden als Grundpfeiler und Motoren einer solchen Nachhaltigen Entwicklung genannt : der Umweltschutz und der Schutz der natürlichen Ressourcen, die Leistungsfähigkeit der Wirtschaft und die soziale Solidarität.

Wenn die Losung gilt dass Nachhaltige Entwicklung auch Arbeitsplätze schafft, dann wird die von OPE erbrachte Leistung nicht nur ein zusätzlicher Hilfsmotor in diesem Kontext sein, sondern ein breites Experimentierfeld das zu neuen gesellschaftlich

verantwortungsvollen Modellen des Zusammenhalts und der Nachhaltigkeit führen wird.

Der nationale Plan zur nachhaltigen Entwicklung ruht auf drei Grundpfeilern.

Wir haben die Schwerpunkte der Arbeit von OPE mit der lokalen Entwicklung und mit der Solidarwirtschaft beschrieben. Sie korrespondieren insofern mit den drei Grundpfeilern des nationalen Plans für eine Nachhaltige Entwicklung als wir feststellen :

1) Umweltschutz und Schutz der natürlichen Ressourcen.

- dass der Umweltschutz und der Schutz der natürlichen Ressourcen fester Bestandteil der konkreten Arbeiten sind die von den lokalen Mitgliedsorganisationen des OPE-Netzwerkes ausgeführt werden. Es sind dies Arbeiten in den Bereichen Renaturierung (Boden und Wasser), Recycling, Waldarbeiten oder die Förderung im Bereich der regionalen Produktion).

2) Wirtschaftliche Leistungsfähigkeit.

- dass die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit durch die Arbeit von OPE profitiert da das Bruttoinlandprodukt steigt, und dies indem neue Dienste organisiert werden die der Allgemeinheit zugute kommen, indem Verantwortung übernommen wird im Bereich des lebenslangen Lernens, indem das Umfeld für die Partizipation der Frauen mitgestaltet wird und indem mitgeholfen wird die Verwendung der (Solidar)Steuer in die Organisation dieser Art des nachhaltigen Wachstums einzuführen.

3) Soziale Solidarität

Dass die soziale Solidarität am Ursprung unseres ganzen Handelns steht und OPE somit alle 6 Punkte die unter diesem Grundpfeiler des Gesetzesprojektes aufgeführt werden auch leistet.

- OPE trägt zur Festigung unserer sozialen Versicherungssysteme bei indem viele zusätzlichen Mitbürger über geleistete Arbeit nicht nur hilfsbedürftige Empfänger dieser Leistungen bleiben.
- OPE schafft zusätzliche und zugängliche neue Arbeitsplätze die unter anderem auch von Menschen geleistet werden können die nicht die vorgegebene Norm unseres Wirtschaftens erfüllen können.
- OPE gestaltet über den Weg dieser neuen Arbeitsfelder neue Ausbildungsmöglichkeiten und kann so vornehmlich junge Menschen die im normalen Schulsystem Schwierigkeiten hatten neue Möglichkeiten eröffnen.
- OPE ist ein Netzwerk mit rund 700 Beschäftigten, Männer und Frauen, indem beide Geschlechter zu absolut gleichen Konditionen arbeiten.
- OPE gibt seinen Mitarbeitern die gleichen Chancen über lohnbezogene Sozialabgaben zum Generationenvertrag in Punkto Renten beizutragen, wie dies übrigens alle anderen arbeitenden Menschen auch tun.
- OPE ist einer der Mitbegründer des Netzwerkes Help, das im Bereich der Pflegeversicherung tätig ist, und trägt somit auch zur Verbesserung der allgemeinen Gesundheitssituation und des dezenten Lebens aller Mitbürger bei.

Diese Ausführungen dürften helfen ein Verständnis dafür zu entwickeln dass die Solidarwirtschaft ein wesentlicher Bestandteil des globalen Konzeptes der Nachhaltigen Entwicklung ist.

Dass aber auch Nachhaltige Entwicklung und Lokalentwicklung, nicht nur wegen der Namensanalogie, sehr eng miteinander verbunden sind liegt auf der Hand.

Jeder einzelne ist gefordert zum Gelingen der Nachhaltigen Entwicklung beizutragen heisst es im « Umwelt-info » des Umweltministeriums.

Die gesellschaftlichen Kräfte die man rufft, werden nicht mehr gebraucht !

Das Netzwerk Objectif Plein Emploi sind 35 Vereine ohne Gewinnzweck, die auf über 400 aktive und freiwillige Mitarbeiter zählen können und über 700 Menschen beschäftigen.

Dieses Engagement der Zivilgesellschaft ist und bleibt das Fundament auf dem die Arbeit des Netzwerkes aufbaut.

Bis Ende 2003 hatte die Erkenntnis im Umweltministerium die Überhand dass die Leistungen von OPE absolut mit dem Auftrag des Ministeriums einhergehen, und die Folge war, dass im Laufe der letzten zehn Jahren eine Fülle von Projekten im Umweltbereich gemeinsam realisiert wurden.

Diese Projekte, die zur vollsten Zufriedenheit beider Partner erledigt wurden, waren sehr oft Gegenstand von öffentlichen Präsentationen und werden von unzähligen Menschen genutzt. Wir erinnern hier an Projekte wie « Haff Réimech » oder den « Brill » in Schiffingen.

Seit Anfang 2004 werden OPE vom Umweltministerium jegliche Finanzierungen verwehrt !

Diese Entscheidung verhindert nicht nur dass sinnvolle Projekte im Umweltbereich umgesetzt werden können, sondern betrifft genauso die beiden anderen Säulen der Nachhaltigen Entwicklung : die Leistungsfähigkeit der Wirtschaft und die soziale Solidarität.